

Cellule carrières, mines, après-mine, éolien  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2025-049-DREAL du 22 JUIL. 2025**

Concernant les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état  
de l'arrêté préfectoral n°13-173N du 18 octobre 2013 autorisant la SAS Lafarge Granulats à exploiter  
une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Bellegarde  
aux lieux-dits « La Gare Marine Source », « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud »

Le Préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
  - VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
  - VU** l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 modifiant des dispositions des arrêtés relatifs aux installations relevant des rubriques 2510, 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - VU** l'arrêté préfectoral n°13-173N du 18 octobre 2013 autorisant la SAS Lafarge Granulats à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Bellegarde aux lieux-dits « La Gare Marine Source », « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud »
  - VU** le rapport de l'inspection du 28 décembre 2023 préconisant la modification des prescriptions relatives à la surveillance des poussières ;
  - VU** le dossier de demande de modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2013 susvisé déposé par la Sas Lafarge Granulats datant du 10 avril 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
  - VU** la note hydrogéologique complémentaire n°30/034 CW 25 001 du 19 mai 2025 ;
  - VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 12 juin 2025 par courrier au titre du contradictoire ;
  - VU** la réponse de l'exploitant par courrier du 27 juin 2025;
  - VU** l'ensemble des pièces de la demande ;
- Le demandeur entendu;

**Considérant** qu'au cours de l'exploitation de la carrière, le volume de stériles d'exploitation s'est avéré plus important que ne l'avaient anticipé les études prospectives réalisées en amont du dossier de demande d'autorisation d'exploiter;

**Considérant** que des modifications ont été apportées au bassin nord-ouest par la mise en place d'un volume de stériles supplémentaires de 68 500m<sup>3</sup> impactant de fait l'emprise du remblaiement ;

**Considérant** qu'au droit de la zone Nord-est, l'extraction qui a débuté en 2020 n'est pas achevée à ce jour, et qu'un volume supplémentaire de 226 000 m<sup>3</sup> , actuellement stockés principalement le long du flanc ouest de la zone d'extraction et dans les angles nord-est et sud-est, doit être intégré à la remise en état ;

**Considérant** que les volumes excédentaires de stériles nécessitent la modification du plan de réaménagement de la zone Nord-Est et un remodelage du plan d'eau final ;

**Considérant** la demande de la SAS Lafarge Granulats par laquelle celle-ci sollicite la modification du projet de remise en état du site afin d'intégrer le stockage de ces 226 000 m<sup>3</sup> de matériaux supplémentaires en modifiant la cote des terrains réaménagés sans remettre en cause la vocation de cette remise en état ;

**Considérant** que les principes et objectifs de remise en état fixés dans le dossier d'autorisation initial demeurent inchangés et que seuls le volume de remblaiement par les stériles issus du site et les modelés des berges et de rives sont modifiés afin d'accueillir la quantité de stériles supplémentaires ;

**Considérant** que les conclusions de la note complémentaire à l'étude hydrogéologique du 7 janvier 2025 versée au dossier ne révèlent aucun impact significatif supplémentaire sur les eaux souterraines autre que celui déjà évalué lors des études préalables sous réserve du respect du plan de réaménagement ;

**Considérant** que les conclusions de l'étude géotechnique complémentaire réalisée en septembre 2024 en vue de contrôler la stabilité de la pente au droit du talus sud du bassin nord-ouest déjà réaménagé (+68 500 m<sup>3</sup>), et la pente projetée au droit du talus sud du bassin nord-est ( + 226 000 m<sup>3</sup>) destinée à recevoir les apports de matériaux complémentaires, révèlent que les modifications apportées seront sans incidence sur le sol, le sous-sol et la stabilité des terrains ;

**Considérant** que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients "significatifs" pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

**Considérant** que les dispositions relatives au code du travail et à la santé des travailleurs sont deviennent inadaptées en l'état d'avancement de l'exploitation de la carrière dans le présent arrêté préfectoral ;

**Considérant** que, conformément à l'article R. 181-45, il s'agit de prescriptions complémentaires;

**Considérant** qu'il y a ainsi lieu d'actualiser et de modifier les dispositions de l'arrêté d'autorisation ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard;

## ARRÊTE

### Article 1 : BÉNÉFICIAIRE

La SAS LAFARGE GRANULATS dont le siège social est implanté au 14/16 boulevard Garibaldi 92130 ISSY-LES - MOULINEAUX, exploitant une carrière à ciel ouvert de galets et cailloutis du Villafranchien sur le territoire de la commune de Bellegarde aux lieux-dits « La Gare Marine Source », « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud » est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 : PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°13-173N du 18 octobre 2013 sont modifiées telles que définies ci-après :

Prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 13-173N du 18 octobre 2013	Actions	Prescriptions du présent arrêté
Article 1.5 – Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées	Remplacé par	Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Article 1.9.2.2 – Montant des garanties financières	Remplacé par	Article 4 – Montant des garanties financières
Article 4.3 Surveillance dans l'environnement (retombées de poussières)	Remplacé par	Article 5 - Surveillance dans l'environnement (retombées de poussières)
Article 8.3 – Réhabilitation du site à l'arrêt des installations	Remplacé par	Article 6 – Réhabilitation du site à l'arrêt des installations
Article 8.4 – Phasage de réhabilitation du site	Remplacé par	Article 7 - Phasage de réhabilitation du site
	Créé	Article 8 – Surveillance quantitative post-exploitation des eaux souterraines

### Article 3 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Activité	Volume	Régime	Rayon d'affichage
2510-3	Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des	Exploitation d'une carrière alluvionnaire dont les caractéristiques sont les	Autorisation	3 Km

	constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m2 ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 t	suivantes : - superficie de la demande de 46,9ha ; - superficie exploitable de 38,8ha ; - durée de l'exploitation demandée de 15 ans - production annuelle de 500 000 tonnes - production maximale de 800 000 tonnes		
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200kw	Scalpeur d'une puissance de 150kW et convoyeur à bande d'une puissance totale de 653kW pour le tronçon à réaliser	Enregistrement	-

#### Article 4 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Les montants minimums retenus pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

PHASE	S1 en ha	S2 en ha	L en m	S1C1 en €	S2C2 en €	LC3en €	Montant en € TTC
Phase quinquennale 2023-2028	1,92	11,3	2040	29788	384991	95880	725737

Afin d'attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Le plan de phasage des garanties financières figure en annexe I du présent arrêté.

#### **Article 5 : SURVEILLANCE DANS L ENVIRONNEMENT (RETOMBEES DE POUSSIERES)**

Un réseau de mesures des retombées de poussières sédimentaires est constitué a minima de 5 capteurs, dont un dit de référence extérieur à la zone d'influence de la carrière, implanté dès le début d'exploitation. Le positionnement de ces capteurs est répertoriés sur le plan de la carrière.

Les prescriptions relatives au suivi des retombées de poussières prévues par les arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 6 : RÉHABILITATION DU SITE A L'ARRÊT DES INSTALLATIONS**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état est coordonnée avec l'avancement de l'exploitation et réalisée uniquement avec des matériaux provenant du site et non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Conformément à l'étude d'impact, le site est restitué en fin d'exploitation dans un état permettant sa réutilisation ultérieure ; celle-ci consiste notamment en une remise en état paysagère et naturelle, en restituant des espaces naturels variés.

Le site réaménagé se présente sous la forme de 3 bassins d'eau, dont le bassin Sud qui est réservé à un usage de bassin écrêteur de crue pour le ruisseau l'Amarine

Un plan de réaménagement prenant en compte les volumes excédentaires de stériles est annexé au présent arrêté (annexe II).

Le site est remis dans un état tel que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter est renouvelée.

#### **Article 7 : PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE**

Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état prévu dans le dossier fourni par l'exploitant le 30/09/2024 version complétée V2.

Le montant des garanties financières permet d'assurer la remise en état de la carrière en fin d'exploitation.

Les terres de découvertes et stériles d'exploitations sont les seuls matériaux utilisés pour la remise en état.



Le remblai sera mis en place par boueur (bulldozer) en couches successives. Les matériaux seront bennés par dumper puis régalez et compactés progressivement.

Les cotes maximales des terrains réaménagés à respecter pour accueillir le volume excédentaire de 295 000 m<sup>3</sup> sont :

- au droit du bassin nord ouest

remblais : 52,6mNGF au niveau de la berge sud

- au droit du bassin nord-est

remblais : 50,5 mNGF au niveau de la berge sud de bordure du plan d'eau

remblais : 55 m NGF au niveau de la berge sud à distance du plan d'eau »

Les superficies du substratum (fond du bassin) à respecter sont de :

- 48 113 m<sup>2</sup> pour le bassin Nord-Est, contre 48 915 m<sup>2</sup> initialement prévu,

- 30 400 m<sup>2</sup> pour le bassin Nord-Ouest, contre 33 200 m<sup>2</sup> initialement prévu.

Les opérations de remise en état doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale.

#### **Article 8 : SURVEILLANCE QUANTITATIVE POST-EXPLOITATION DES EAUX SOUTERRAINES**

A l'issue des opérations de remblaiement de la carrière, l'exploitant est tenu de réaliser la surveillance quantitative annuelle des eaux souterraines en amont et en aval de l'exploitation durant quatre années.

Les éléments à mesurer sont à minima :

- Les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance, ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF).
- La mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements.
- La carte piézométrique propre à la campagne de surveillance montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe.

A la notification de la cessation d'activité, l'exploitant est tenu de définir le nombre de points de surveillance, la fréquence de la surveillance pour les quatre années à venir. Les attestations prévues par l'article R 512-39-1 du code de l'environnement devront prendre également en compte les suites et les modalités de cette surveillance post-exploitation.

Au terme de ces quatre années de surveillance de la qualité des eaux souterraines, un bilan est réalisé par un hydrogéologue agréé et indépendant. Ce bilan doit, à minima, comprendre :

- un récapitulatif l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique,
- les conclusions portant sur l'impact du réaménagement de ces volumes excédentaires, quatre ans après leur mise en place,
- un avis sur la nécessité de poursuivre ou non la surveillance en l'allégeant ou en la renforçant suivant la nature des évolutions constatées.

Le bilan quadriennal et, le cas échéant, le nouveau plan de surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées.

Tout arrêt ou modification du plan de surveillance est conditionné à un avis de l'inspection des installations classées.

## **Article 9 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITE ET EXECUTION**

### **Article 9.1 Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr);

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 9.2 Publicité**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>.

## **Article 10 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, le Maire de la commune de Bellegarde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Le Préfet

Jérôme BONET

## Annexe 1 : Plan de phasage 2023-2028





## Annexe 2: Plan de réaménagement des bassins en fin d'exploitation

